

Ariell Reshef : « Christine Lagarde, une exception de genre et de parcours »

TRIBUNE

Ariell Reshef

Professeur associé à l'Ecole d'économie de Paris, directeur de recherche au CNRS à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseiller scientifique au CEPII

Le chercheur compare le profil de la future présidente de la Banque centrale européenne avec celui de ses collègues à la tête des institutions monétaires des pays développés.

Publié le 12 juillet 2019 à 13h22 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



La directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, à Mexico, le 30 mai 2019. Carlos Jasso/REUTERS

Tribune. La désignation de Christine Lagarde à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) a surpris certains et suscité de nombreuses interrogations : son expérience passée l'a-t-elle correctement préparée à cette fonction stratégique ? Il convient de se demander si, toute choses égales par ailleurs, ces questions auraient émergé en cas de nomination d'un homme...

En tant que première femme à occuper ce poste, Christine Lagarde est une exception : depuis 1970, moins de 1 % de tous les mandats à la tête des banques centrales ont été effectués par des femmes. Mais cette nomination était-elle si peu probable ? Je m'appuierai pour répondre à cette question sur une étude académique dans laquelle nous avons collecté et analysé des centaines de données relatives aux parcours et mandats des présidents de banques centrales (« *Do Central Bank Governors Matter ? Macroeconomic Policy, Regulation and the Financial Sector* », Ariell Reshef and Prachi Mishra, *Journal of Money, Banking and Credit*, Vol. 51, Nos. 2-3), en retenant uniquement les données sur les banques centrales des économies développées pour l'année 2011.

Le parcours de Christine Lagarde est connu : avocate durant près de vingt-cinq ans, elle n'a pas travaillé dans le secteur bancaire ou financier, et sa formation initiale n'est pas celle d'une économiste. Son prédécesseur, Mario Draghi, avait été notamment professeur en économie, cadre chez Goldman Sachs, président de la Banque d'Italie. En 2011, près de 75 % des présidents de banques centrales de pays développés étaient économistes de formation, 56 % avaient été chercheurs en économie ; seuls 7 % avaient un diplôme de droit (les parcours pouvant inclure des doubles formations ou des postes dans plusieurs secteurs, les sommes peuvent dépasser 100 %). Certains outils et concepts de la « science » économique font-ils défaut à M^{me} Lagarde ? Les ternes performances des macroéconomistes quant à l'anticipation et à la gestion de la crise de 2007-2008 tendent à relativiser l'idée qu'il est nécessaire d'avoir de tels spécialistes aux postes en question. Mais, d'un autre côté, les travaux académiques de Ben Bernanke, qui ont contribué à une meilleure compréhension de la grande dépression des années 1930, lui ont certainement été utiles à la tête de la Fed.

Une culture de prudence macrofinancière

A sa suite, Janet Yellen – première femme à occuper ce poste – s'est également appuyée sur une réelle expérience scientifique et de nombreuses années passées dans le système des banques de réserves fédérales. Environ 62 % des présidents de banques centrales ont d'ailleurs eu une fonction au sein de ce type d'institution. L'expérience de M^{me} Lagarde au Fonds monétaire international (FMI) pendant une période agitée, si importante soit-elle, est de nature différente, puisque le FMI ne conduit pas de politique monétaire.

Cela étant, la carrière de M^{me} Lagarde lui a permis de se forger une culture de prudence macrofinancière. Elle a en effet été ministre déléguée au commerce extérieur en 2005, puis ministre de l'économie de 2007 à 2011. A ce poste, notamment à travers le G8, elle a fait face aux conséquences de la crise de 2008. Cette expérience l'a propulsée à la direction générale du FMI. Un chemin d'ailleurs statistiquement plus « classique » : 76 % des présidents de banques centrales font état d'une expérience au sein d'un gouvernement, 35 % au ministère des finances ou de l'économie. Et 41 % ont travaillé dans des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, etc).

Une carrière atypique et un parcours récent plus classique

Près de 30 % des présidents de banques centrales ont travaillé auparavant dans le secteur financier privé, mais 26 % d'entre eux ont eu des postes dans d'autres activités (l'intermédiation juridique, entre autres). Notre étude montre que le passage par la finance privée ou le FMI induit une attitude plus favorable à la dérégulation. Mais il se pourrait que l'expérience de M^{me} Lagarde plaide pour une attitude différente et pour une sensibilité plus grande à la stabilité financière. D'autant que le FMI n'est plus l'institution du « consensus de Washington » des années 1980-1990, partisan de la dérégulation. La crise de 2008 a considérablement modifié – peut-être même renversé – ses positions à ce sujet.

Christine Lagarde cumule donc une carrière atypique et un parcours récent plus classique : au total, elle n'est pas si différente des autres présidents de banques centrales. Mais à travers son rôle au sein du gouvernement français et du FMI, elle a été un témoin privilégié et a géré des crises financières, ce qui a sans doute influencé et marqué son rapport à l'instabilité financière en général. Elle a su écouter

et prendre en compte les opinions d'économistes de qualité, tout en prenant des décisions selon des considérations pragmatiques. Face aux défis qui attendent la BCE, son parcours pourrait tout à fait tourner à son avantage, et à l'avantage de l'Europe dans son ensemble.

Les hommes, les femmes et l'argent

La nomination de Christine Lagarde, première femme à la tête de la Banque centrale européenne, incite à s'interroger sur les stéréotypes et les pratiques de genre dans une industrie financière devenue le cœur du pouvoir et de la richesse économique. Notre sélection de **tribunes**.

- Gunther Capelle-Blancard, Jézabel Couppey-Soubeyran et Antoine Rebérioux :
« La banque et la finance restent un univers machiste et sexiste » ; Ariell Reshef : « Christine Lagarde, une exception de genre et de parcours » ;
- Hélène Langinier : « Au Luxembourg, des femmes issues des "minorités visibles" sont membres de comités exécutifs »

Ariell Reshef (Professeur associé à l'Ecole d'économie de Paris, directeur de recherche au CNRS à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseiller scientifique au CEPII)
